

La Suisse prend la tête d'une OSCE moribonde

DIPLOMATIE Alors que la Russie et les Etats-Unis ignorent l'Organisation de la sécurité et la coopération en Europe, Ignazio Cassis garde l'espoir de relancer le dialogue, y compris en voulant rencontrer Sergueï Lavrov

FRÉDÉRIC KOLLER

Lors de sa réunion ministérielle annuelle, la semaine dernière à Vienne, l'Organisation de la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a été boycottée par Sergueï Lavrov et ignorée par Marco Rubio. Pour la Russie et les Etats-Unis, ce n'est plus une plateforme de négociation crédible. Moscou dénonce une «ukrainisation» de ses membres, qui seraient acquis au point de vue de Kiev. Washington n'y voit qu'une organisation multilatérale de plus, inutile et dépassée. Ces deux pays ne respectent plus les principes à l'origine de sa création, à savoir l'intangibilité des frontières et le respect de la souveraineté.

C'est dans ce contexte que la Suisse reprend la présidence de l'OSCE en 2026. Ignazio Cassis participera à sa première réunion hebdomadaire les 14 et 15 janvier prochain et conclura son année présidentielle les 3 et 4 décembre de cette même année à Lugano. Pour faire quoi? «Nous reprenons cette présidence avec une simple conviction, a expliqué le ministre des Affaires étrangères en Autriche: quand la diplomatie paraît impossible, elle devient indispensable.» Une belle formule qui s'est fracassée sur la politique de la chaise vide de la Russie. Le Tessinois espérait en effet rencontrer à cette occasion son homologue Sergueï Lavrov pour lui soumettre son projet d'effectuer un voyage en février prochain qui passerait par Moscou après des étapes à Kiev et à Tbilissi. Une intention restée lettre morte.

Alors que le ministre russe des Affaires étrangères s'était démené en 2023 et 2024 pour imposer sa présence lors de cette réunion ministérielle, histoire de montrer que la Russie n'était ni isolée ni au ban des nations, il a cette fois-ci fait un pied de nez à ses 56 collègues. Après avoir bataillé pour que la rencontre ne se tienne pas à Helsinki, la Finlande présidant l'organisation pour son 50e anniversaire, et obtenu que celle-ci soit déplacée à

Vienne, en terrain neutre, il s'est désisté à la dernière minute. La veille du sommet, selon la presse ukrainienne, il publiait un article dans un média russe déclarant que l'OSCE n'intéressait plus Moscou car elle serait devenue un «instrument de l'Occident» et qu'il n'y a «plus d'espoir» de la sauver.

Cité par l'agence officielle russe Tass, le représentant russe auprès de l'OSCE à Vienne où se situe son siège, Alexander Lukashevich, explique que «la présidence finlandaise n'a pas réussi à dépasser le paradigme propagandiste de l'OTAN en accusant la Russie de tous les péchés imaginables». Et qu'attend la Russie de la Suisse? Le même Alexander Lukashevich estime que «ses collègues suisses sont dans l'obligation d'assurer les principes d'Helsinki d'un dialogue égal et mutuellement respectueux».

«Demandez aux Russes»

Lors d'un point de presse hier à Berne pour présenter les priorités de la Suisse durant cette présidence, son représentant à Vienne Raphaël Nägeli a confirmé que le contexte était très dur pour envisager une médiation à l'heure actuelle et qu'il ne fallait pas se faire d'illusion. Quant à l'ambassadrice Muriel Peneveyre, cheffe de la Task force Présidence OSCE, elle a botté en touche la question d'une éventuelle rencontre entre Ignazio Cassis et Sergueï Lavrov. «Demandez aux Russes», explique le DFAE. Leurs représentations diplomatiques à Berne et à Genève n'ont pas répondu aux sollicitations du *Temps*.

Dans ses priorités pour 2026, le DFAE évoque une «juste paix pour l'Ukraine», ce qui peut se traduire par le respect des frontières, mais aussi une «diplomatie multilatérale inclusive», ce qui signifie d'embarquer à nouveau la Russie pour un futur dialogue. Berne met en avant son rôle de facilitateur (la Suisse continue de représenter les intérêts russes en Géorgie et vice versa) ainsi que sa neutralité, quand bien même Moscou déclare ne plus la reconnaître. Aujourd'hui moribonde, l'OSCE pourrait retrouver une raison d'être le jour où un cessez-le-feu sera signé entre l'Ukraine et la Russie. Comme en 2014, année de la dernière présidence suisse de l'organisation que Berne avait habilement mis à profit. ■